

REUNION 2020 DU GROUPE DE TRAVAIL MENA-OCDE SUR LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

21 octobre 2020

Note de synthèse

Des marchés financiers matures et un environnement institutionnel pour investir plus et mieux

S'appuyant sur les résultats du Groupe de travail, la réunion de 2020 a évalué les progrès et les défis de la mise en œuvre des réformes dans quatre domaines clés décrits dans le rapport 2019 « *La gouvernance d'entreprise dans la région MENA : Mettre en place un cadre pour la compétitivité et la croissance* », en particulier à la lumière de la crise de la Covid-19. La réunion a également identifié les priorités pour les travaux futurs, dans le contexte du renouvellement du mandat de l'Initiative MENA-OCDE pour la gouvernance et la compétitivité à l'appui du développement pour la période 2021-2025.



Ms. Gabriela Figueiredo Dias



H.E. Obaid Al Zaabi



Mr. Carlos Conde

La réunion virtuelle a réuni 90 participants venant de plus de 20 pays, ainsi que des organisations régionales et internationales, des décideurs sur les marchés de titres et des organismes de réglementation du secteur bancaire ; des marchés boursiers ; des investisseurs, des organismes d'État, des experts du milieu universitaire, des experts de la société civile et d'autres experts du secteur privé qui ont activement participé à la discussion. Les séances se sont déroulées sous forme de débats, avec un haut niveau d'interaction entre les intervenants. Elle a été ouverte par ses coprésidents, Mme Gabriela Figueiredo Dias, présidente de la Commission portugaise du marché des valeurs mobilières (CMVM) et vice-présidente du Comité de gouvernance d'entreprise de l'OCDE ; Son Excellence Dr Obaid Al Zaabi, Directeur de la Securities and Commodities Authority (SCA), Émirats Arabes Unis et M. Carlos Conde, Chef de la Division Moyen-Orient et Afrique à l'OCDE.

Développements récents en matière de gouvernance d'entreprise, prenant en compte la COVID 19



Les priorités en matière de gouvernance d'entreprise changent, l'accent est davantage mis sur la gestion des risques et les responsabilités sociales

La pandémie de Covid-19 a eu un impact significatif sur l'économie et la société dans la région MENA. Les discussions ont mis en évidence les points suivants :

- La crise a accéléré les tendances existantes dans les politiques de gouvernance d'entreprise de la région, notamment l'**accent mis sur la durabilité**
- On observe une sensibilisation accrue et de nombreux rapports démontrant que les aspects **environnementaux, sociaux et de gouvernance** (ESG) de l'investissement durable gagnent en importance.
- Les régulateurs et les superviseurs jouent un rôle clé en aidant les entreprises à atténuer les effets négatifs de la crise
- Les problèmes d'inclusivité doivent être abordés, car la **crise touche de manière disproportionnée les groupes économiquement vulnérables**, notamment les femmes, les jeunes et les PME
- **L'accès aux capitaux et à la technologie** est un facteur clé dans l'amélioration de l'inclusivité.

À l'avenir :

- ▶ Les entreprises joueront un rôle clé dans la croissance de la région après la crise.

- ▶ Les conseils d'administration des entreprises ont besoin de plus de diversité pour encourager une réflexion innovante sur les stratégies de diversification de l'économie dans la région MENA, en s'éloignant de sa dépendance au pétrole et au gaz.

Progrès et défis dans la mise en œuvre de stratégies d'amélioration de l'accès aux capitaux



Les PME ont besoin d'aide pour accéder aux marchés internationaux par le biais de CVM et d'options de financement adaptées

La pandémie de Covid-19 exacerbant les défis liés à l'accès au financement, les participants ont appelé à un plus grand rôle des marchés financiers dans le financement de l'économie réelle. Voici les recommandations afin d'améliorer l'accès au financement et la promotion des entreprises en croissance :

- Des cadres juridiques doivent être développés pour encourager l'utilisation de financements alternatifs, tels que le financement participatif et le capital-risque
- Les opérateurs de marché devraient être plus responsables, en accord avec les besoins des émetteurs et des investisseurs
- L'innovation financière en particulier pourrait permettre aux PME de se rassembler pour lever des fonds sur le marché
- Tirer parti de la technologie et des solutions numériques peut faciliter la fourniture et la divulgation de données, une contrainte majeure à l'accès des PME aux marchés financiers.

Apprentissage par les pairs

Les EAU ont introduit un nouveau cadre juridique pour les plateformes de financement participatif basées sur les prêts. Ces réglementations visent à stimuler la croissance des PME tout en protégeant toutes les parties.

À l'avenir :

- ▶ Il sera primordial pour les régulateurs de trouver le juste équilibre entre flexibilité pour les émetteurs et protection des investisseurs afin de libérer le potentiel des marchés financiers.



Améliorer la transparence et la divulgation va au-delà de la réglementation

Alors que les économies de la région MENA ont pris des mesures importantes pour améliorer les politiques de transparence et de divulgation, les discussions ont mis en évidence des défis persistants dans leur mise en œuvre, en particulier dans les domaines de la propriété effective et de la divulgation d'informations relatives aux parties liées. Les discussions ont conclu :

- L'amélioration de la transparence et des pratiques de divulgation attire les investisseurs, en particulier lorsque les cadres juridiques sont faibles
- Les investisseurs et les entreprises doivent eux-mêmes diriger les efforts vers une meilleure transparence et divulgation.
- La technologie peut jouer un rôle essentiel dans le soutien de ces efforts
- Comptabilité et audit : la qualité des informations divulguées est aussi importante que leur transmission en temps utile.

À l'avenir :

- ▶ Les participants ont souligné l'importance d'adopter une approche adaptée aux besoins du marché et d'égaliser les chances entre les sociétés cotées et non cotées afin de relever la barre pour l'ensemble de l'écosystème en termes de transparence et de divulgation.

Apprentissage par les pairs

Des systèmes de divulgation en ligne ont été introduits en Égypte, qui inclut un engagement actif des sociétés par un échange se concentrant sur la qualité des informations divulguées. Ces systèmes ont considérablement amélioré le nombre de divulgations et réduit les infractions.

Progrès et obstacles concernant la parité hommes-femmes dans la direction des entreprises



Afin de réduire les disparités hommes-femmes dans la direction d'entreprises, il est nécessaire de rechercher des synergies et une action collective

Réduire les disparités hommes-femmes dans les rôles décisionnels en entreprise reste un défi à l'échelle mondiale, mais il existe un véritable élan dans les économies de la région MENA à adopter des initiatives qui autonomisent et promeuvent les femmes au sein des entreprises. La discussion a mis en évidence :

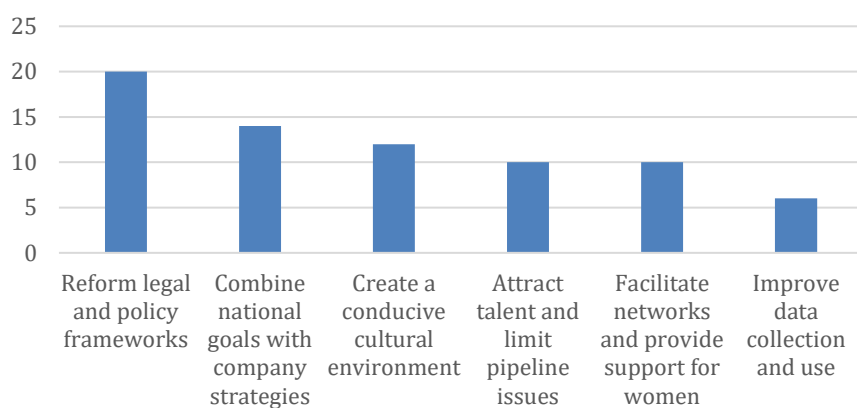
- L'importance du leadership politique et des cadres politiques pour donner le ton aux entreprises ; l'implication des femmes dans le processus d'élaboration des politiques est également essentiel
- L'expérience des EAU montre que l'adoption d'une approche descendante peut entraîner une forte impulsion vers l'élaboration de politiques de parité hommes-femmes.
- Il est important que tous les acteurs se réunissent afin de parvenir à un équilibre hommes-femmes dans la direction des entreprises, à savoir les investisseurs, les chefs d'entreprise, les ONG.

Domaines clés d'action des investisseurs

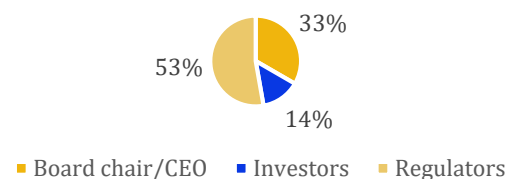
1. Promouvoir la participation des femmes aux conseils d'administration des sociétés bénéficiaires
2. Mener des études et des activités de sensibilisation
3. Créer un pipeline
4. Travailler avec les régulateurs pour améliorer la divulgation des pratiques relatives à la diversité au sein des entreprises

Les membres du Groupe de travail ont participé à deux sondages au cours de la réunion virtuelle :

Quelles sont les principales options politiques pour améliorer la diversité dans les conseils d'administration des entreprises ?



Qui devrait diriger les efforts visant à garantir une plus grande participation des femmes aux conseils d'administration des entreprises ?



À l'avenir :

- ▶ Développer un ensemble d'outils pour les régulateurs avec des directives sur la façon d'atteindre l'équilibre hommes-femmes dans la direction d'entreprise
- ▶ Développer des indicateurs au niveau régional afin de prendre en considération les attributs spécifiques de la région MENA.



Il est nécessaire de promouvoir des conditions de concurrence équitables entre les entreprises publiques et le secteur privé. Maintenant plus que jamais.

Les entreprises publiques sont une caractéristique clé du paysage économique de la région MENA. Veiller à ce que celles-ci fonctionnent de manière transparente, efficace et sur un pied d'égalité avec les entreprises privées est essentiel pour l'efficacité du marché, le développement économique et une gestion budgétaire saine. Le panel a échangé sur les points suivants :

- Les principaux défis affectant la performance des entreprises publiques comprennent : les rigidités administratives, le manque de transparence et de prise de responsabilité, ainsi que l'ingérence politique dans la prise de décision des entreprises
- Il est nécessaire de séparer clairement les rôles de l'État en tant que propriétaire, décideur et régulateur des entreprises publiques
- L'autonomie et la compétence des conseils d'administration devraient être renforcées, notamment en nommant des présidents qui ne sont pas en même temps PDG des entreprises en question
- Il est nécessaire de clarifier les objectifs de politique publique des entreprises publiques, notamment en ce qui concerne leur rôle dans les stratégies nationales de développement
- Les entreprises publiques devraient être tenues de fournir des rapports annuels obligatoires présentant les efforts de gouvernance d'entreprise et les plans futurs pour se conformer aux normes de gouvernance d'entreprise.

À l'avenir :

- ▶ Élaborer des examens thématiques transnationaux de certains secteurs dans lesquels les entreprises publiques sont actives
- ▶ Soutenir le partage des connaissances entre les pays sur les deux facteurs clés de succès et d'analyse de l'échec
- ▶ Adopter une approche à long terme pour permettre aux entreprises publiques de contribuer à une croissance durable à l'avenir.

Prochaines étapes et questions clés pour de futurs travaux

La crise de Covid-19 ayant mis en évidence la nécessité de modèles commerciaux plus durables, l'amélioration des cadres de financement et de rapport durables a été identifiée comme un domaine clé pour le futur mandat, tout en continuant à promouvoir la diversité dans les conseils d'administration, la qualité de la divulgation et une situation équitable entre les entreprises publiques et le secteur privé. Les participants ont convenus que des sujets tels que la technologie, la cybersécurité et les moyens innovants de financement des entreprises, en particulier pour les PME, devraient également être mis en évidence dans la future feuille de route.

La réunion a confirmé la pertinence du Groupe de travail MENA-OCDE en tant que plateforme unique permettant aux principaux décideurs de faire progresser les politiques de gouvernance d'entreprise et de stimuler la compétitivité dans la région MENA. Les conclusions de la réunion seront extrêmement précieuses pour guider les actions du Groupe de travail pour les années à venir.

En savoir plus sur notre travail sur la gouvernance d'entreprise dans la région MENA :

<https://www.oecd.org/mena/competitiveness/mena-corporate-governance.htm>

Contact :

Fianna JURDANT

Conseillère principale

Division Moyen-Orient et Afrique

Relations mondiales de l'OCDE

Fianna.Jurdant@oecd.org

Carlos CONDE

Chef de la division Moyen-Orient et Afrique

Relations mondiales de l'OCDE

Carlos.Conde@oecd.org

